

Un budget de la prospérité pour un gouvernement féministe :

Analyse comparative efficace entre les sexes

Présentation prébudgétaire au Comité permanent des finances Budget
de 2018

YWCA Canada

Alors que 2018 arrive à grands pas, les femmes canadiennes continuent de se heurter à des obstacles à l'emploi et à des inégalités en milieu de travail, et ce, même si elles sont très scolarisées. Une économie canadienne productive, prospère et dynamique repose sur des mesures fédérales pour remédier aux inégalités socio-économiques que vivent les femmes et les personnes au genre non conforme, afin que ces personnes soient productives et jouissent d'une égalité sociale. Pour réaliser le changement nécessaire, le budget fédéral doit tenir compte des expériences vécues des femmes et des personnes trans à toutes les étapes de l'élaboration des politiques. Pour le budget fédéral, YWCA Canada recommande l'analyse comparative entre les sexes, avec une approche intersectionnelle et une attention particulière au logement, aux soins aux enfants, à l'égalité économique et à la violence.

Le budget de 2018 — Analyse comparative entre les sexes intersectionnelle et complète

Le budget de 2017, pour la première fois, reconnaissait qu'un budget fédéral doit intégrer une analyse comparative entre les sexes (ACS+). Il y est fait état de l'écart salarial entre les sexes, des enjeux sexospécifiques liés au marché du travail et du fait que les femmes et les filles sont plus susceptibles de connaître la pauvreté, la violence et le harcèlement. Le budget comprenait des dispositions ciblées visant précisément à corriger les inégalités économiques touchant les Canadiennes. YWCA Canada se réjouit de cet important pas vers la reconnaissance des inégalités socio-économiques que vivent les femmes et les personnes au genre non conforme. Prendre l'élaboration de politiques et du budget fédéral dans une optique sexospécifique permet de rappeler aux décideurs que « tous les programmes et les politiques sont genrés ». ¹ En effet, le gouvernement doit se demander « quelles sont les répercussions sur les femmes et les filles » de chaque programme et chaque politique.

L'élaboration du budget fédéral de 2018 doit absolument poursuivre les efforts majeurs du précédent, au moyen d'une application élargie de l'analyse comparative entre les sexes intersectionnelle. YWCA Canada recommande au gouvernement fédéral de réaffirmer son engagement de mise en œuvre de politiques améliorant l'équité économique pour *toutes* les femmes au Canada, en tenant compte des multiples facettes de l'inégalité à laquelle font face les

femmes autochtones, noires ou autrement racisées, les nouvelles arrivantes, les femmes en situation de handicap et les personnes allosexuelles ou au genre non conforme.

Lors de l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités pour une ACS+ dans une optique d'intersectionnalité pourrait être très favorable aux femmes, à l'économie et à l'efficacité du gouvernement. Comme le fait remarquer Isabella Bakker, spécialiste primée de la budgétisation sexospécifique, « en répertoriant les besoins de certains groupes et en évaluant la manière dont les programmes se voulant neutres y répondent ou non, l'analyse budgétaire fondée sur le sexe peut aussi aider à améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de la fiscalité ». ²

À l'image de la promesse faite dans *Le budget de 2017 — Bâtir une classe moyenne forte*, YWCA Canada s'attend à « une analyse plus approfondie des mesures budgétaires proposées » ³ en 2018 et à la mise en œuvre des mesures suivantes en vue de parvenir à l'équité économique pour les femmes et à une croissance et une prospérité améliorées pour le pays.

Recommandations de politiques pour améliorer la croissance et la prospérité : Égalité économique

Au Canada, même si l'écart salarial entre les sexes s'est réduit depuis les années 1970, en raison de l'augmentation du niveau de scolarité des femmes et de leur intégration accrue au marché du travail, les femmes gagnent en moyenne 0,74 \$ pour chaque dollar gagné par un homme. ⁴ Le gouvernement fédéral, dans son budget de 2017, promettait de prendre des mesures pour atteindre l'équité salariale entre les femmes et les hommes de divers groupes. Le budget de 2018 doit comprendre une analyse intersectionnelle de l'écart salarial avec des indicateurs liés à la race, la déficience et l'identité de genre.

- **Équité salariale**

Depuis des décennies, les femmes souhaitent un salaire égal pour un travail de valeur égale. Le gouvernement fédéral doit accélérer la mise en œuvre de son engagement à déposer un projet de loi proactif sur l'équité salariale, en incluant dans le budget de 2018 un engagement envers l'équité salariale et les fonds suffisants pour la réaliser.

- **Allocation canadienne pour enfants**

YWCA Canada appuie l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) qui s'applique aussi aux mères n'ayant gagné aucun revenu imposable. ⁵ Cependant, YWCA Canada soulève des préoccupations. En effet, en utilisant exclusivement le régime d'impôt sur le revenu pour évaluer et offrir cette prestation, le gouvernement fédéral risque d'exclure les mères qui en ont le plus besoin mais qui ne produisent pas de déclaration de revenus. Le gouvernement fédéral doit faire en sorte que les mères des Premières Nations, métisses et inuites aient un accès intégral à cette prestation. YWCA Canada suggère donc que le gouvernement fédéral collabore avec les organisations de femmes autochtones et les gouvernements pour s'assurer de l'accès des femmes. L'ACE doit être indexée pour que sa valeur demeure la même malgré l'inflation.

- **Stratégie de réduction de la pauvreté**

Le budget de 2018 doit financer la Stratégie de réduction de la pauvreté en cours d'élaboration. Celle-ci doit s'insérer dans les stratégies du fédéral en matière de logement et de violence fondée sur le sexe, et dans le cadre national d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Pour ce faire,

la coordination des politiques est requise entre les stratégies fédérales qui se recoupent et au sein des ministères.

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES	
Enjeu	Politiques recommandées
Écart salarial entre les sexes	Équité salariale
	Augmentation de la syndicalisation
Obstacles liés à l'accès au marché du travail	Accès à des services de garde abordables
	Prestations de paternité
Emplois précaires	Augmentation de la réglementation du marché du travail
	Accès élargi à l'assurance-emploi
Revenu équivalent au seuil de la pauvreté	Augmentation du salaire minimum
	Augmentation des taux de soutien du revenu
	Indexation de l'ACE en fonction de l'inflation
Discrimination sur le marché du travail	Équité en emploi
Harcèlement en milieu de travail	Amélioration des procédures d'application et des recours, alourdissement des sanctions

Un ensemble de services de logement et d'habitations sûres et abordables pour les femmes

La sécurité des femmes, au cœur de la mission de la YWCA Canada, comprend l'accès à l'habitation sûre et abordable. Des associations membres offrent des services de logement sécuritaire depuis près de 150 ans. À l'échelle nationale, YWCA Canada offre actuellement plus de 2 000 logements, permanents ou de transition, ainsi que 34 refuges pour les femmes et leur famille. L'approche d'ensemble privilégiée, comprenant des programmes et des services, a fait ses preuves et sa mise en œuvre répond aux besoins des femmes et de leur famille, au sein de leur collectivité.

- **Stratégie nationale de logement**

Le Fonds national pour le logement de la SCHL et le cadre de référence fédéral-provincial-territorial requièrent tous deux une analyse comparative entre les sexes qui tient compte de l'intersectionnalité, y compris l'autochtonie, la race, la déficience, l'orientation sexuelle et le statut d'immigrant. *L'état de l'itinérance au Canada* rapporte que les femmes sont chefs de famille de 89 % des familles dans les refuges pour sans-abri, ⁶et qu'elles dirigent toutes les familles dans les refuges pour femmes violentées. Il doit y avoir un financement alloué à un ensemble de mesures liées au logement en réponse à l'itinérance des femmes, des filles et des personnes au genre non conforme, afin d'offrir des logements sûrs et abordables avec soutien là où c'est nécessaire :

- 1) au moins 25 % des logements des projets financés par la Stratégie nationale de logement entièrement accessibles aux femmes en situation de handicap et à leur famille, selon les principes d'aménagement universel;
- 2) 50 millions de dollars par année du Fonds national pour le logement aux refuges, ainsi que d'autres fonds pour un ensemble de mesures de logement aux personnes survivantes de la violence sexospécifique et de l'itinérance;

- 3) fonds alloués au logement sûr et abordable pour les femmes seules et les femmes chefs de famille;
- 4) financement à long terme d'une stratégie de logement pour les Autochtones qui répond aux besoins des femmes autochtones et de leur famille, dans leur milieu de vie, y compris des coopératives d'habitation et des services intégrés, tels que la garde d'enfants, des lieux de cérémonies, des cuisines collectives et des aménagements tenant compte de traumatismes, fondé sur les 525 millions de dollars du budget de 2017.

- **Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI)**

YWCA Canada s'attend à une Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance renouvelée en 2018, dans une optique sexospécifique, selon un modèle d'équité et une approche d'ensemble d'options de logement pour les femmes et leur famille, semblables aux modèles de « Logement d'abord ». ⁷ La violence fondée sur le sexe est un important facteur d'itinérance des femmes et des filles, car, souvent, elles perdent leur logement en échappant à la violence chez elles. ⁸ Les femmes, les filles et les personnes au genre non conforme itinérantes vivent beaucoup de maltraitance et de violence. ⁹ Le financement alloué aux programmes de logement de transition offre aux femmes et aux autres personnes ayant vécu l'itinérance ou la violence fondée sur le sexe un soutien et un perfectionnement des compétences fort utiles pour accéder à l'emploi et à l'éducation, et pour passer à une situation de logement autonome.

Tenir promesse en matière de garde des enfants — Prospérité et égalité

La prospérité économique du Canada est liée à la participation des femmes au marché du travail. Même si elles sont très scolarisées ¹⁰ et forment environ la moitié de la population active, les femmes, en nette majorité, font le travail de soins non rémunéré du ménage, y compris la garde des enfants. Au Canada, les femmes ayant de jeunes enfants sont particulièrement désavantagées sur le plan économique; les mères d'enfants de moins de six ans présentent les taux d'emploi les moins élevés. ¹¹ Souvent, les femmes qui élèvent des enfants se voient confinées au travail à temps partiel parce qu'il manque de places abordables dans les services de garde. ¹²

L'accès aux services de garde entraîne l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail. La situation au Québec confirme que l'accès généralisé à des services de garde à faible tarif est un outil de réduction de la pauvreté permettant aux mères à faible revenu d'accéder au marché du travail. Entre la mise en œuvre de la politique sociale de services garde en 1996 et 2008, le taux d'emploi de mères d'enfants de moins de six ans a augmenté de 22 %, le nombre de mères monoparentales bénéficiaires de l'aide sociale a diminué de 55 %, de 99 000 à 45 000, et leur revenu médian après impôt a augmenté de 81 %. ¹³ Ces gains pour les femmes et les enfants ne pourront être reproduits ailleurs au pays sans un accès à des services de garde abordables. Avant la mise en œuvre du programme, le Québec arrivait au dernier rang au pays pour la participation des femmes au marché du travail. Depuis, il s'est hissé au premier rang.

Dans une optique d'équité dans l'ensemble du pays, le Canada a besoin de services de garde universels abordables pour favoriser la prospérité et la productivité des collectivités. Des services de garde universels à l'échelle nationale pourraient permettre de produire 8 milliards de dollars de revenus de plus par année et ainsi se financer complètement par les recettes fiscales. ¹⁴ Le programme québécois de services de garde à faible tarif a confirmé le potentiel de croissance économique en produisant 5,1 milliards de dollars de plus pour le PIB de la province en 2008. ¹⁵

Afin de combler les failles en matière de politiques sociales, le budget de 2018 doit allouer un financement accru au Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de 2017. Un programme national universel de services de garde, s'inspirant d'*Un cadre commun pour bâtir un système d'éducation préscolaire et de garde à l'enfance pour tous*, est la réponse logique aux inégalités économiques que vivent les femmes canadiennes.¹⁶

Mettre fin à la violence faite aux femmes

- **Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées**

YWCA Canada s'engage à la réconciliation et offre de services de soutien aux femmes des Premières Nations, aux Métisses et aux Inuites survivantes de la violence. YWCA Canada a fait campagne pour une enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et appuie l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) qui demande une « restructuration du processus actuel » et fait remarquer que la « Commission de vérité et réconciliation a réussi ce genre de correction de cap ».¹⁷ Le budget de 2018 doit consacrer un financement accru, au besoin, afin d'assurer la réussite du processus et de l'enquête.

« Nous avons besoin de voir la mise en œuvre d'un processus qui tient compte des traumatismes par l'adoption d'une approche fondée sur les droits de la personne. Il faut que l'Enquête prenne clairement ses distances avec l'approche légaliste dont nous avons été témoins dans l'attribution des fonds et les multiples obstacles à la participation des familles. »

Francyne Joe, présidente de l'AFAC

- **Stratégie du Canada contre la violence fondée sur le sexe**

YWCA Canada a accueilli favorablement *Il est temps : Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe*, dans laquelle sont tracées les grandes lignes du financement dans le budget de 2017. Plus de 75 % des 100,9 millions de dollars (sur cinq ans) sont consacrés à un centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe à Condition féminine Canada et le reste est distribué à quatre organismes et ministères du gouvernement fédéral. YWCA Canada, en tant que partie prenante, attend avec impatience de savoir la manière dont la stratégie mobilisera et soutiendra le secteur, ainsi que son financement pour favoriser le travail dans les collectivités.

À propos de la YWCA du Canada

YWCA Canada est la plus ancienne et la plus importante organisation de services polyvalents pour les femmes. L'organisme compte 32 associations membres au service des femmes et des filles dans neuf provinces et deux territoires. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site à l'adresse www.ywccanada.ca, suivez-nous sur Twitter [@YWCA_Canada](https://twitter.com/YWCA_Canada) ou sur Facebook à www.facebook.com/ywccanada



Présenté par Ann Decter, directrice du plaidoyer et des politiques publiques, YWCA Canada, adecter@ywcacanada.ca.

¹ <http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/mars-2017/the-budgets-baby-steps-on-gender-analysis/>

² https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2005/afb2006_tech_paper1_gender_budget_initiatives.pdf

³ Gouvernement du Canada, ministère des Finances, Le budget de 2017 — Bâtir une classe moyenne forte, 22 mars 2017.

⁴ <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2015001/article/14694-fra.htm>

⁵ <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=2816&context=ohlj>

⁶ Observatoire canadien sur l'itinérance et ACMFI, L'État de l'itinérance au Canada 2016, <http://rondpointdelitinérance.ca/sites/default/files/SOHC16FR.pdf>

⁷ Seulement 32 % des personnes qui font appel à Logement d'abord sont des femmes (voir la note 4). Pourtant, si l'on tient compte des refuges pour femmes violentées, les femmes sont touchées de façon disproportionnée par l'itinérance.

⁸ Statistique Canada, Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2010, Juristat, février 2014

⁹ <http://ywcacanada.ca/data/documents/00000533.pdf>

¹⁰ <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/161123/dq161123b-fra.htm>

¹¹ <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2015001/article/14694-fra.htm>

¹² <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2015001/article/14694-fra.htm>

¹³ Fortin et al, *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*, Université de Sherbrooke, 2012.

¹⁴ ¹⁴¹⁴ <https://www.thestar.com/amp/news/canada/2017/07/26/federal-government-can-afford-8-billion-a-year-on-child-care-program-imf-says.html>

¹⁵ Fortin et al, *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*, Université de Sherbrooke, 2012

¹⁶ Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance,

https://acpsgeccaac.files.wordpress.com/2016/01/sharedframework_jan2016_fr.pdf

¹⁷ Association des femmes autochtones du Canada, « L'AFAC joint sa voix à celles qui demandent une restructuration de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées », 11 juillet 2017.